



**Marché de travaux de désamiantage des services et établissements de l'État et des centres hospitaliers de la région Corse.**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**

**C.C.A.P.**

**Procédure de passation : appel d'offres ouvert**  
(articles R 2161-2 et suivants du code de la commande publique).

## **ARTICLE PRELIMINAIRE - PARTIES AU MARCHE**

Applicable à l'ensemble des documents du présent dossier de consultation.

Le pouvoir adjudicateur est l'État.

En application de l'article L 2113-6 du code de la commande publique, ce marché est passé par le secrétaire général pour les affaires de Corse pour le compte des services et établissements de l'Etat et des centres hospitaliers de Corse suite à la signature d'une convention constitutive de groupement de commande en date du 11 novembre 2024. Voici la liste des services/établissements ayant adhéré à cette convention :

### **Services et établissements de l'Etat :**

- Le secrétariat général commun de Corse-du-Sud pour le compte de la préfecture de Corse-du-Sud, la sous-préfecture de Sartène, la DDT2A, la DMLC, DETSPP 2A, le SGAC;
- Le secrétariat général commun de Haute-Corse pour le compte de la préfecture de Haute-Corse, la sous-préfecture de Calvi, la sous-préfecture de Corte, la DDT 2B, la DETSPP 2B ;
- Le SGAMI (secrétariat général des administrations du ministère de l'intérieur);
- La direction interdépartementale de la police nationale de Corse-du-Sud (DIPN2A) ;
- La direction interdépartementale de la police nationale de Haute-Corse (DIPN2B) ;
- La délégation CRS ;
- Le centre de formation de la police ;
- La gendarmerie nationale ;
- La sécurité civile (UIISC5) ;
- La DRFIP de Corse (finances publiques);
- La DREETS de Corse (travail);
- La DREAL de Corse (environnement);
- La DRAAF et France Agrimer (agriculture);
- La DRAC de Corse (culture);
- La DDFIP de Haute-Corse (finances publiques);
- La DIRM (Mer phares et balises 2A et 2B) ;
- L'INSEE de Corse ;
- La direction régionale des douanes de Corse ;
- L'établissement public « la Masse des douanes » ;
- Le rectorat de Corse, la DSDEN 2A et la DRAJES (jeunesse et sports) ;
- La DSDEN 2B (inspection académie);
- La Cour d'appel de Bastia ;
- La Direction territoriale de protection de la jeunesse (DTPJJ) ;
- La Direction interrégionale des services pénitentiaires (DISP) pour le centre pénitentiaire de Borgo ; Le centre de détention de Casabianda ; La maison d'arrêt d'Ajaccio ; les SPIP de Corse ;
- La chambre régionale des comptes ;
- Le tribunal administratif de Bastia ;
- La direction générale de l'aviation civile de Haute-Corse ;
- La direction générale de l'aviation civile de Corse-du-Sud ;
- l'agence régionale de santé de Corse (ARS) ;
- La chambre de commerce et d'industrie de Corse;
- L'université de Corse ;
- Le CROUS ;
- L'office national des forêts (ONF);
- L'institut régional de l'administration (IRA) de Bastia ;
- L'office français de la biodiversité (OFB) ;
- Le musée Bonaparte, Ajaccio ;

## **Centres Hospitaliers :**

- Le centre hospitalier d'Ajaccio ;
- Le centre hospitalier de Castelluccio à Ajaccio;
- Le centre hospitalier de Bonifacio ;
- Le centre hospitalier de Sartène ;
- Le centre hospitalier de Bastia ;
- Le centre hospitalier de Corte-Tattone ;
- Le centre hospitalier de Calvi.

Le **représentant du pouvoir adjudicateur** chargé de coordonner la passation du marché est le secrétaire général pour les affaires de Corse. Il est chargé de signer et de notifier l'accord-cadre (lots 1-2), chaque service, pour ce qui le concerne, s'assure de sa bonne exécution. Pour le lot 3, la passation du marché subséquent sera assurée par le secrétaire général pour les affaires de Corse. La signature et la notification du marché subséquent seront assurées par le service bénéficiaire.

La **plateforme régionale des achats de l'Etat** de la région Corse, désignée dans la suite de ce document par « PFRA », est le service au sein de la Préfecture de région qui, par délégation, est chargée de la coordination des besoins, de la passation de la consultation et du suivi de l'exécution de l'accord-cadre.

Les **services bénéficiaires** sont les services et établissements de l'État et les centres hospitaliers de Corse.

Le **responsable de site** est l'interlocuteur du titulaire, désigné par les services dans chacun des sites. Le responsable de site émettra toutes directives concernant l'exécution des prestations.

Le **titulaire du marché** est l'opérateur économique chargé de l'exécution des prestations du marché.

## **ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE- DISPOSITIONS GENERALES**

### **1.1 Objet du marché**

Cet accord-cadre a pour objet de réaliser des travaux de désamiantage par des entreprises certifiées en sous-section 3 pour les locaux des services de l'Etat et des établissements et des centres hospitaliers situés en Corse.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des clauses Techniques Particulières (C.C.T.P).

Le titulaire est soumis à une **obligation de résultat** portant sur l'exécution des travaux objet des marchés subséquents et bons de commandes produits, conformément à ses engagements contractuels.

### **1.2 Procédure de passation**

La procédure de passation utilisée est un appel d'offres ouvert en application des articles R2161-2 et suivants du code de la commande publique.

### **1.3 Forme du marché**

Le marché est passé sous la forme d'un accord cadre conformément aux articles R 2162 et suivants du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord cadre sans montant minimum et avec un montant maximum pour les trois lots.

Montant maximum lots 1 et 2 : 1 million d'€ HT/an/bt.

Montant maximum lot 3 : 5 millions d'€ HT/an

Le montant maximum de chaque lot pourra se reporter d'une année sur l'autre si ce montant n'est pas atteint.

Pour les lots n° 1 et 2, il s'agit d'un accord cadre à bons de commande mono-attributaire sans remise en concurrence.

Pour le lot n° 3, il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires à marchés subséquents avec remise en concurrence et visite de chantier pour chaque opération (4 titulaires maximum). L'article 5 du CCAP précise les modalités de passation des marchés subséquents.

Les commandes prévisionnelles indiquées à l'article 1.6 du CCAP ont été donnés à titre indicatif et n'engagent en aucun cas le pouvoir adjudicateur.

S'agissant d'un accord-cadre sans montant minimum, le défaut de commande ne pourra donner lieu à aucune indemnité ni dédit.

#### **1.4 Allotissement du marché**

Le marché est articulé en trois lots :

Le marché est composé de 3 lots :

**Lot 1** : travaux de désamiantage inférieurs à 80 000 € HT pour les sites de Corse-du-Sud

**Lot 2** : travaux de désamiantage inférieurs à 80 000 € HT pour les sites de Haute-Corse

**Lot 3** : travaux de désamiantage supérieurs à 80 000 € HT pour la région Corse

**Les candidats peuvent soumissionner à un seul lot ou à plusieurs lots.**

#### **1.5 Clause de réexamen**

##### **1.5.1 Rajout de prestations au BPU**

Dans le cadre de l'article R2194-1 du code de la commande publique, le BPU du marché pourra être complété en cours d'exécution du marché afin de rajouter ou compléter certaines prestations à condition que ces modifications ne bouleversent pas l'économie générale du marché.

Chaque modification donnera lieu à une négociation des tarifs avec le titulaire. Elle ne pourra pas porter sur plus de 10 postes tarifaires par lot du BPU et par an.

Il ne pourra pas y avoir plus de deux modifications de ce type chaque année par lot.

##### **1.5.2 Défaillance d'un titulaire**

Dans l'hypothèse où un des titulaires des lots 1 à 2 serait défaillant lors de l'exécution du marché, le lot du titulaire défaillant pourra être confié au titulaire des autres lots dans le cadre de la présente clause de réexamen (article R2194-1 du code de la commande publique) et sous réserve de son accord.

En ce cas, les tarifs seront, soit ceux du nouveau titulaire s'il avait remis une offre pour le lot défaillant, soit des tarifs négociés qui ne pourront pas dépasser de 15% le montant de l'offre du titulaire défaillant.

Dans l'hypothèse où les titulaires d'un des trois lots seraient défaillants lors de l'exécution du marché, les lots défaillants pourront être confiés au candidat dont l'offre est classée en 2<sup>e</sup> position dans le cadre d'une clause de réexamen (article R2194-1 du code de la commande publique) et sous réserve de son accord. En ce cas, les tarifs seront ceux de l'offre classée n° 2.

En cas de refus du candidat classé en 2<sup>e</sup> position, les lots défaillants pourront être confiés au candidat classé en 3<sup>e</sup> position et ainsi jusqu'à ce que les lots soient acceptés par un des candidats du classement.

### **1.5.3 Défaillance d'un co-traitant**

Lorsque le co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut-être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur. Cette prise en charge est formalisée par une modification et a pour cadre juridique l'article R 2194-1 du code de la commande publique.

En cas d'activation de la clause de réexamen, il sera procédé à la passation d'un avenant conformément à l'article 25 du CCAG-PI

### **1.6 Volume prévisionnel des travaux**

Les commandes sont variables d'une année à l'autre en fonction des besoins des services et des financements.

On constate sur le marché 2021-2025 que pour les petits travaux des lots 1 et 2 il y a eu en moyenne une dizaine d'opérations par an.

On constate sur le marché 2021-2025 que pour les travaux supérieurs à 80 000 € HT du lot 3, il y a eu en moyenne une à deux opérations par an (six en 4 ans).

Ces volumes prévisionnels sont donnés à titre indicatif et n'engagent en aucun cas le pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

**Remarque** : Tous ces documents sont transmis à titre confidentiel

### **2.1 Pièces constitutives de l'accord-cadre**

- Les actes d'engagement (A.E.) de chacun des lots ;
- Les bordereaux des prix unitaires (BPU) de chacun des lots. Pour le lot 3 il s'agit d'un bordereau des prix unitaires maximums (BPUM) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P);
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) ;
- Tous les documents contenus dans l'offre du titulaire ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de travaux (C.C.A.G-Travaux) version 2021.

### **2.2 Pièces constitutives des marchés subséquents (lot 3)**

- La lettre de consultation et ses éventuelles annexes ;
- Le document intitulé « marché subséquent » ;
- Le DPGF ;

- La note méthodologique du candidat ;
- les pièces contractuelles de l'accord-cadre initial.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées, constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

### **ARTICLE 3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS**

#### **3.1 Date de démarrage de l'accord-cadre**

La date de démarrage du marché sera fixée dans sa notification (prévue au premier trimestre 2026).

#### **3.2 Durée de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme de un an à compter de la date de démarrage fixée dans sa notification. Il pourra être reconduit tacitement trois fois pour un an, à l'initiative du pouvoir adjudicateur. La durée totale du marché ne pourra dépasser 4 années.

#### **3.3 Modalités de reconductions de l'accord-cadre**

La reconduction est tacite. Elle est limitée à trois fois.

La décision de non reconduction fait l'objet d'une notification aux titulaires au moins trois mois avant la date d'échéance du marché, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Les marchés subséquents peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité du marché.

Le(s) titulaire(s) ne peut (vent) refuser la reconduction du marché.

En cas de non reconduction du marché celle-ci ne donne lieu à aucun dédommagement des titulaires.

#### **3.4 Durée des marchés subséquents (lot 3)**

Les marchés subséquents peuvent être conclus durant toute la durée du présent accord-cadre.

Ils prennent effet à leur date de notification ou à une date de démarrage ultérieure prévue au marché, et pour la durée de l'opération.

### **ARTICLE 4. BONS DE COMMANDE (lots 1 et 2)**

#### **4.1 Modalités de commande des travaux pour les lots 1 et 2**

Pour les opérations inférieures à 80 000 € HT, le titulaire devra établir un devis sur la base des prix unitaires figurant dans le BPU (bordereau des prix unitaires). Ce devis sera établi après une visite du site, notamment à partir du RAT (repérage amiante avant travaux).

Le titulaire devra établir ce devis dans un délai de **8 jours francs à compter de la demande**.

Si le service valide ce devis, il vaudra donc bon de commande et le délai de réalisation des travaux fixé au CCTP commencera à courir à partir de la notification de ce bon de commande.

Les travaux feront obligatoirement et préalablement l'objet de bons de commande signés et validés par le service bénéficiaire. Seuls ces derniers pourront être honorés par le ou les titulaires.

Les bons de commandes peuvent être notifiés au titulaire jusqu'au dernier jour de validité du marché, indépendamment de la durée d'exécution des prestations demandées, sous réserve du respect du principe d'accès à la commande publique.

Les bons de commande établis par le service bénéficiaire et notifiés par écrit au titulaire, comportent :

- Le nom et l'adresse du titulaire
- la référence du marché et son numéro CHORUS
- la date de la commande
- le lieu d'intervention
- les délais ou date d'exécution de la prestation
- la désignation des travaux de retraits demandés
- **la mention pour chaque ligne du numéro du poste de BPU(M)**
- les équipements de protection collective mis en place (SAS...)
- les quantités de déchets
- la référence du devis si réception d'un devis
- le montant de la TVA
- le prix global HT et TTC
- le nom et adresse de facturation
- la signature de la personne responsable

et toute autre information jugée nécessaire à la commande.

Une fois que la commande a été validée, le titulaire ne peut facturer des prestations ou quantités supplémentaires (pour les déchets par exemple).

**Chaque ligne du bon de commande doit se référer au numéro de la ligne du BPU (bordereau des prix unitaires).**

Le bordereau des prix unitaires couvre en moyenne 80 % des prestations d'un chantier de désamiantage. Le titulaire peut rajouter dans son devis quelques prestations hors bordereau mais elles doivent demeurer exceptionnelles et ne pas dépasser 20 % du montant total du devis.

L'installation éventuelle d'un échafaudage pourra faire l'objet d'une ligne supplémentaire dans le devis.

Par contre la mise à disposition d'EPI spécifiques, d'outils spécifiques (aspirateurs HTE...) ne peuvent pas faire l'objet d'une facturation. Les tarifs unitaires de prestations de retrait doivent inclure ces équipements.

De même les prestations de nettoyage de chantier ne peuvent pas faire l'objet d'une facturation. Les tarifs unitaires de prestations de retrait doivent inclure ces équipements.

De même le panneau de chantier ne peut pas faire l'objet d'une facturation. Les tarifs unitaires de la rubrique des travaux préliminaires du BPU doivent inclure cette prestation.

#### **4.2 Prestations supplémentaires (avenants)**

**Le devis effectué après la visite du site correspond à un prix global forfaitaire. Il ne pourra pas faire l'objet de facturation de prestations supplémentaires, y compris en cas de découverte de matériaux amiantés supplémentaires. En ce cas, un nouveau devis devra être sollicité par l'intermédiaire de la PFRA (SGAC). Le défaut de respect de cette procédure entraînera le rejet systématique de toute facture de prestation supplémentaire.**

Le titulaire devra donc faire une visite du site approfondie et ne pas se contenter du RAT (repérage amiante avant travaux). En cas de constat d'un RAT incomplet, il devra établir un devis en tenant compte de tous les MCA à retirer.

## **ARTICLE 5. MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS (LOT 3)**

La plateforme régionale des achats de l'Etat organisera la passation de chaque marché subséquent pour le lot 3. Ce marché subséquent sera signé par le service/établissement bénéficiaire des travaux de désamiantage.

### **5.1 Formalisme de la consultation**

Pour le lot 3 (travaux > 80 000 € HT), chaque opération fera l'objet d'une remise en concurrence entre les titulaires du lot 3 (4 titulaires maximum).

Cette remise en concurrence sera formalisée par l'envoi d'une lettre de consultation précisant le lieu et la désignation des travaux à réaliser avec en annexe le RAT (repérage amiante avant travaux). La visite du site sera obligatoire.

Cette lettre de consultation sera adressée via le profil d'acheteur PLACE. Le titulaire sera également informé par téléphone.

### **5.2 Délai de remise des offres**

Les titulaires auront 30 jours minimums calendaires pour visiter le site et remettre une offre à compter de l'envoi de la demande.

### **5.3 Formalisme de la remise des offres**

Le devis devra être adressé exclusivement via le profil d'acheteur PLACE dans le coffre-fort électronique bloqué jusqu'à la date de remise des offres. Il ne pourra pas y avoir d'offre papier ni d'envoi par mail.

Les titulaires pourront poser des questions par écrit via le profil d'acheteur PLACE jusqu'à 48 heures avant la date limite de remise des offres.

### **5.4 Contenu des offres à remettre**

Les titulaires devront remettre :

- un DPGF (une décomposition du prix global et forfaitaire =devis) établi à partir du bordereau des prix maximum ;
- une note décrivant les modalités de retrait, le niveau de protection collective (1, 2 ou 3), les moyens matériels et humains mobilisés et le planning;
- l'attestation de visite du site.

**Chaque ligne du DPGF devra se référer au numéro de la ligne du BPUM (bordereau des prix unitaires maximum).**

Le bordereau des prix unitaires maximums couvre en moyenne 80 % des prestations d'un chantier de désamiantage. Le titulaire peut rajouter dans son DPGF quelques prestations hors bordereau mais elles doivent demeurer exceptionnelles et ne pas dépasser 20 % du montant du DPGF.

L'installation éventuelle d'un échafaudage pourra faire l'objet d'une ligne supplémentaire dans le DPGF.



Par contre la mise à disposition d'EPI spécifiques, d'outils spécifiques (aspirateurs HTE...) ne peuvent pas faire l'objet d'une facturation. Les tarifs unitaires de prestations de retrait doivent inclure ces équipements.

De même les prestations de nettoyage de chantier ne peuvent pas faire l'objet d'une facturation. Les tarifs unitaires de prestations de retrait doivent inclure ces équipements.

De même le panneau de chantier ne peut pas faire l'objet d'une facturation. Les tarifs unitaires de la rubrique des travaux préliminaires du BPU doivent inclure cette prestation.

Le DPGF établi ne devra pas prévoir d'options. Le total devra inclure toutes les prestations. C'est à partir de ce total que le montant des offres sera comparé entre elles.

**Les prix unitaires du DPGF ne devront pas dépasser les montants prévus au BPUM (bordereau des prix unitaires maximum) sous peine d'élimination de l'offre.**

### **5.5 Variantes**

Les titulaires peuvent proposer une offre variante dans le cadre des marchés subséquents.

### **5.6 Négociations éventuelles**

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier ces offres.

En cas de négociation, tous les candidats seront invités à participer à un entretien oral via le profil d'acheteur PLACE.

A l'issue de cet entretien, les titulaires auront 48 heures ouvrées pour remettre une dernière offre via le profil d'acheteur PLACE.

### **5.7 Jugement des offres**

Les offres seront jugées sur les critères suivants :

Prix : 40 à 60 %

Valeur technique 40 à 60 %.

Les modalités de notation des offres seront les suivantes :

Critère prix (si pondéré à 60 %) :

**La notation du prix sera faite selon la formule :**

$$\text{Note de l'offre} = \frac{\text{POMD} \times 60}{\text{PO}}$$

*Où PO est le prix HT total du DPGF et POMD le prix HT total du DPGF de l'offre recevable la moins-disante.*

Critère valeur technique (si pondérée à 40 %)

La notation de l'organisation des prestations (25 points) sera effectuée en appréciant les modalités d'organisation des prestations décrites dans la note technique et la cohérence du planning.

La notation des moyens humains affectés au marché (8 points) sera effectuée en jugeant à partir de la note technique le niveau des moyens humains (qualifications, expérience...) mobilisés.

La notation des moyens matériels affectés au marché (7 points) sera effectuée en jugeant à partir de la note technique le niveau des moyens matériels (type de SAS etc...) mobilisés.

## **5.8 Notification du marché subséquent**

Le marché subséquent sera signé et notifié par le service bénéficiaire des travaux et notifié. Le délai de réalisation des travaux commencera à courir dès la notification.

Les candidats non retenus seront informés via le profil d'acheteur PLACE. Il n'y a pas de délai de suspension entre l'information des candidats évincés et la signature du marché subséquent, tel qu'il est prévu à l'article R2182-2 du code de la commande publique.

## **5.9 Prestations supplémentaires (avenants)**

Le DPGF effectué après la visite du site correspond à un prix global **forfaitaire**. Il ne pourra pas faire l'objet de facturation de prestations supplémentaires, y compris en cas de découverte de matériaux amiantés supplémentaires.

Dans le cas de découverte de matériaux amiantés supplémentaires dans des proportions importantes (de nature à représenter un surcoût de plus de 10 % du montant du devis), le chantier devra être interrompu et soldé et un nouveau marché subséquent sera relancé après une nouvelle mise en concurrence.

**Le titulaire devra donc faire une visite du site approfondie et ne pas se contenter du RAT (repérage amiante avant travaux). En cas de constat d'un RAT incomplet, il devra établir un devis en tenant compte de tous les MCA à retirer.**

## **ARTICLE 6. DELAIS D'EXECUTION DES TRAVAUX**

Les travaux doivent être exécutés dans les délais fixés à l'article 5 du CCTP.

## **ARTICLE 7. CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX**

### **7.1 Dispositions générales**

Les travaux devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles prévues par la Documentation Technique Unifiée dont ses mises à jour).

Le titulaire est réputé avoir pris en compte dans l'établissement de son offre de l'ensemble des sujétions techniques et contraintes (après visite sur site obligatoire).

Aucune facturation supplémentaire ne pourra en conséquence être revendiquée.

### **7.2 Règles de sécurité et de confidentialité**

Les personnels du titulaire ne seront autorisés à pénétrer dans les sites de l'administration qu'après avoir été nommément agréés et soumis pendant leur intervention aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration ; celle-ci peut retirer son agrément à tout moment sans énoncer ses motifs.

Les préposés du titulaire intervenant au titre du présent marché sur les sites seront des personnels dûment qualifiés à cet effet, tant sur leur compétences techniques qu'en matière de sécurité relative à la nature de leur intervention.

Les règles de sécurité applicables seront celles définies par les chefs de service respectifs, adaptées à leur service, et qui seront portées à la connaissance du titulaire par écrit lors de la notification. Le titulaire acceptera ce règlement et tous les contrôles.

Les observations du CCAG/travaux relatives aux obligations de confidentialité et aux mesures de sécurité sont applicables au présent marché. Le non-respect de ces obligations pourra entraîner la résiliation du marché aux seuls torts du titulaire.

### **7.3 Liste nominative du personnel intervenant dans les sites sensibles**

Pour les sites sensibles (sites du ministère de l'intérieur ; sites du ministère de la justice), dans les 5 jours ouvrés avant la date de démarrage des travaux, le titulaire fournit au responsable de site la liste nominative des personnels affectés à la réalisation des prestations et la photocopie de leur pièce d'identité (y compris le personnel d'encadrement dès lors qu'ils seront amenés à effectuer des contrôles sur le site).

Les agents de la société titulaire ou de ses sous-traitants ne pourront exercer leur activité dans les locaux désignés au marché qu'après agrément du responsable de site. Celui-ci peut refuser d'agréer un agent sans avoir à en fournir les motifs. Le titulaire déclare régler les litiges trouvant leur source dans un refus d'agrément avec son personnel.

Le défaut d'agrément n'entraîne aucune conséquence sur le marché mais fait obligation au titulaire, dès notification de la décision, de remplacer les agents non agréés par d'autres qui le sont. A cet effet, le titulaire devra demander une autorisation d'accès pour chaque nouveau personnel affecté à l'exécution du marché.

La liste initiale ainsi que ses éventuels modificatifs comportent les renseignements suivants :

- nom, prénom(s),
- date et lieu de naissance,
- adresse personnelle complète et précise avec indication du code postal.

**Le personnel qui sera amené à intervenir sur les sites du ministère de l'intérieur et de la justice fera l'objet d'une enquête administrative.**

### **7.4 Lieux d'intervention et d'exécution**

Les travaux seront effectuées en Corse-du-Sud et Haute-Corse dans les sites/bâtiments des services et établissements rattachés. Ces bâtiments/sites (environ 200) sont implantés principalement dans les agglomérations d'Ajaccio, Bastia et Corte (80 % en surface). Les principales autres implantations sont à Porto-Vecchio, Sartène, Calvi et Bonifacio. Certains bâtiments sont implantés en dehors de ces villes (moins de 7 % des surfaces).

## **ARTICLE 8. EXCLUSIVITE/LIMITES**

Pour les lots 1, 2 et 3, en cas de devis manifestement trop onéreux, le responsable de site peut faire appel à d'autres prestataires qu'il mettra en concurrence, dans le respect du code des marchés publics. La notion de devis trop onéreux est librement appréciée par le responsable de site sans qu'il ait à rendre compte au titulaire du marché.

## **ARTICLE 9. CONTRÔLE DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Ce contrôle est effectué, soit par un référent technique des services bénéficiaires, soit par un personnel représentant le pouvoir adjudicateur. Le titulaire du marché est tenu de mettre à disposition de cette personne tous les documents nécessaires pour effectuer son contrôle.

Les opérations de vérification qualitatives ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci.

## **ARTICLE 10. ASSURANCE**

Le titulaire ainsi que les co-traitants ou sous-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté une assurance avant la notification du marché pour les risques suivants :

- une assurance au titre de la responsabilité civile ;
- une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux ;
- une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du Code Civil.

## **ARTICLE 11. PRIX ET REGLEMENTS –INTERETS MORATOIRES – AVANCES**

### **11.1 Contenu des prix et règlement par lot(s)**

Les travaux seront rémunérés :

Pour les lots 1 et 2 :

- **à prix forfaitaires par chantier** sur la base des tarifs indiqués dans le bordereau des prix unitaire ;

Pour le lot 3 :

- **à prix forfaitaires par chantier** sans que les prix unitaires puissent dépasser les tarifs maximums indiqués dans le bordereau des prix unitaires maximum;

Dans tous les cas, ces travaux sont déclenchés par un bon de commande émis par le service.

Les tarifs du bordereau des prix unitaires (BPU) et du DPGF incluent tous les frais annexes.

Les prix des prestations figurant dans le bordereau des prix unitaires et DPGF sont hors taxes. Il sera ensuite fait application de la T.V.A sur les factures correspondantes.

Aucun frais ne pourra être facturé pour l'établissement d'un devis.

Les prix sont fermes et définitifs, non révisables et non actualisables.

### **11.2 – Variation des prix**

Les prix unitaires du présent marché sont fermes la première année puis révisables annuellement à la date anniversaire de la notification du marché, en cas de reconduction.

Il revient au titulaire de transmettre ses prix révisés au plus tard deux mois avant la date d'effet de la révision. Cette demande devra être adressée à la préfecture de Corse (plateforme régionale des achats). A défaut de respecter ce délai, la date d'application des prix révisés est reportée d'autant. En outre, 2 mois après la date contractuelle supposée d'application de la révision, sans demande de sa part, le titulaire est réputé avoir renoncé à demander la révision des prix.

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG travaux, tous les prix indiqués sont établis sur la base des conditions économiques connues au mois de la remise des offres. Ce mois est appelé « MOIS ZERO ».

L'indice de référence I utilisé pour la révision des prix du présent marché est indice BT 01 tous corps d'état (base 2010) **Identifiant INSEE :001710986**. Les prix indiqués au BPU à l'acte d'engagement sont révisés par application de la formule suivante :  $Pr = P_o \times In I0$

Dans laquelle :

- Pr : prix révisé,
- Po : prix d'origine,
- I0 : valeur connue de l'indice de référence au « MOIS ZERO »
- In : valeur définitive connue de l'indice de référence à la date de transmission des prix révisés.

La révision des prix ne pourra être appliquée qu'une fois que la préfecture de Corse et plus précisément le service de la PFRA de Corse aura validée la demande de révision de prix du titulaire par l'établissement d'un certificat administratif.

### 11.3 Rythme de paiement

Pour les lots 1 et 2, les prestations feront l'objet d'un paiement après service fait et admission des travaux objet du bon de commande.

Pour le lot 3, pour les marchés subséquents dont la durée d'exécution de la prestation est supérieure à trois mois, les paiements pourront être échelonnés et répartis en décomptes mensuels. Le montant marché subséquent à payer sera alors divisé par le nombre de mois d'exécution indiqué sur le marché subséquent.

### 11.4 Décompte final, facturation

Les paiements des travaux afférents aux marchés subséquents ou aux bons de commande se font par mandat administratif et sont à la charge de chaque service bénéficiaire.

Le paiement des travaux est effectué sur présentation d'une facture.

Les factures sont adressées aux adresses qui figurent sur le bon de commande/marché subséquent.

La facture doit être établie par le titulaire en un seul original. Elle comporte obligatoirement les éléments minimums suivants:

- la référence du marché figurant sur l'acte d'engagement et son numéro CHORUS,
- Le rappel intégral des travaux concernés (les prix seront indiqués en H.T. et en T.T.C)
- le numéro de SIRET, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro de son compte postal ou bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- le site concerné et le lot du marché
- le détail des travaux ou de la prestation réalisés
- **le numéro de poste du BPU pour au moins 80 % des « lignes » de la facture**
- le taux et le montant des taxes,
- la date de facturation,

- les autres mentions obligatoires au regard de la législation économique et fiscale.

Elle sera libellée et adressée à l'adresse figurant sur le bon de commande.

Pour tous les services de l'Etat, la facture dématérialisée est obligatoire.

Pour les établissements, le titulaire veillera à favoriser le traitement dématérialisé des factures.

Le coordinateur du groupement de commande ne sera redevable d'aucune facture.

### **11.5 Avances**

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique.

L'avance est accordée pour chaque bon de commande ou marché subséquent établi par un service bénéficiaire d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

L'avance correspond à 20 % du montant du marché subséquent.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance. Il le spécifie dans le marché subséquent ou l'acte d'engagement à l'accord-cadre.

Le paiement de cette avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification du marché ou du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire tel qu'il est prévu aux articles R2191-11 et R2191-12 du code de la commande publique, soit de la totalité sur la facture unique, soit il commencera dès lors que le paiement atteindra 65% du montant TTC du marché et devra être terminées lorsque les prestations exécutées atteindront 80% du montant TTC du marché

### **11.6 Sous-traitance:**

Conformément à l'article L 2193-3 du code de la commande publique, le recours à la sous-traitance ne pourra pas porter sur les tâches essentielles du marché (le désamiantage) sauf si le sous-traitant est un des titulaires d'un des lots de l'accord-cadre.

La sous-traitance ne pourra porter que sur des phases périphériques : installation d'échafaudage, de clôture etc...

Dans tous les cas, elle devra faire l'objet d'un accord préalable du maître d'ouvrage, conformément au code de la commande public et le CCAG travaux (version 2021).

### **11.7 Règlement – délais de mandatement :**

Le droit à règlement de la ou des facture(s) relative(s) à ce marché court à compter de la réception de la ou des factures par l'administration.

Le mode de règlement est le virement administratif. Le délai global de paiement est de 30 jours (sauf centres hospitaliers 50 jours).

## **11.8 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans le délai maximum global de 30/50 jours fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminués de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation. Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

## **ARTICLE 12. PENALITES / REFACTION**

D'une manière générale, les réfections s'appliquent à des défauts d'exécution ; les pénalités s'appliquent à des retards dans l'exécution.

Toutes les pénalités et réfections mentionnées ci-dessous sont appliquées au travers de l'émission d'un titre de recettes ou seront appliquées en déduction du règlement d'une prochaine facture.

Les pénalités et réfections sont cumulables et applicables sans mise en demeure préalable.

### **12.1 – Pénalités pour retard de transmission de devis, de plan de retrait/mode opératoire**

Par dérogation au CCAG Travaux, en cas de non- respect du délai de transmission du devis, du plan de retrait ou du mode opératoire, des résultats des mesures d'empoussièrement et tout document obligatoire prévu dans le CCTP, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 50 € par jour de retard.

Cette pénalité ne s'applique pas dans les cas suivants :

- Cas de force majeure indépendant de la volonté du titulaire et sous réserve que le retard ne soit pas imputable au pouvoir adjudicateur ;
- Accord express et écrit du service émetteur pour un dépassement de délai.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire. Les pénalités de retard feront l'objet d'un avoir de la part du titulaire venant en déduction des sommes dues.

### **12.2 – Pénalité pour retard d'exécution des travaux**

Par dérogation au CCAG Travaux, si les délais d'exécutions fixés dans le CCTP ou dans le devis validé par le bon de commande ou dans le marché subséquent ne sont pas respectés, le titulaire encourt une pénalité calculée selon ces modalités :

$$P = V * R / 300$$

dans laquelle :

**P** = le montant de la pénalité ;

**V** = montant HT de l'opération;

**R** = le nombre de jours de retard.

Cette pénalité ne s'applique pas dans les cas suivants :

- Cas de force majeure indépendant de la volonté du titulaire;
- Accord express et écrit du service émetteur du bon de commande ou du marché subséquent pour un

dépassement de délai ;

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire. Les pénalités de retard feront l'objet d'un avoir de la part du titulaire venant en déduction des sommes dues.

### **12.3 Réfaction pour mauvaise exécution des prestations**

En cas de défaut/mauvaise exécution des prestations il sera fait application du CCAG-Travaux sauf dans les cas suivants :

- L'absence de respect du processus, du plan de retrait ou du mode opératoire fera l'objet d'une réfaction de 1 000 € ;
- L'absence de SAS de décontamination fera l'objet d'une réfaction de 1 000 € ;
- L'absence de pressurisation de la zone confinée fera l'objet d'une réfaction de 1 000 € ;
- La présence de salariés sur le chantier non prévue dans le plan de retrait/mode opératoire fera l'objet d'une réfaction de 500 € par constat ;
- Le changement d'encadrant de chantier non justifié fera l'objet d'une réfaction de 500 € par constat ;
- Le stockage de déchets de non-conforme à la réglementation fera l'objet d'une réfaction de 500 € par constat.

Par ailleurs, les mauvaises exécutions suivantes feront l'objet d'une réfaction de 200 € par constat :

- défaut de port des EPI ou EPI non adaptés ;
- défaut de fonctionnement d'un SAS ;
- défaillance dans la pressurisation de la zone confinée ;
- insuffisance de protection par film plastique.

Le décompte des refactions est notifié au titulaire. Les refactions feront l'objet d'un avoir de la part du titulaire venant en déduction des sommes dues.

## **ARTICLE 13. RESILIATION**

Sans préjudice des stipulations du CCAG-travaux, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

Les stipulations du C.C.A.G-travaux, relatives à la résiliation du marché, sont applicables de manière générale ; toutefois en complément de ces dispositions la résiliation du marché pourra intervenir :

-en cas de survenance d'anomalies, de manquements et notamment de défaut répété du port des EPI, ou de retards, le pouvoir adjudicateur en avisera le titulaire, par tout moyen utile, et le mettra en demeure de remédier immédiatement au(x) problème(s) constaté(s), à défaut d'obtempération immédiate, le marché sera résilié à ses torts et frais exclusifs du titulaire. Le pouvoir adjudicateur se réserve en outre la possibilité d'intenter toute action à son encontre.

Dans ce cas, cette décision est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire ne puisse prétendre à indemnité, dans les conditions prévues au CCAG-travaux.

En cas de résiliation anticipée sans faute du titulaire d'une commande signée et notifiée ou d'un marché subséquent notifié, le dédommagement de l'attributaire est fixé forfaitairement à 10 % du montant de la commande ou du marché subséquent.

## **ARTICLE 14. DROIT – LANGUE ET MONNAIE**

En cas de litige le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Le tribunal administratif concerné : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE BASTIA.



L'unité monétaire choisie pour le marché est l'Euro.

Tous les documents, fiches techniques, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

## **ARTICLE 15 REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES EN COURS D'EXECUTION DU MARCHE**

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ces contrats.

En cas d'échec de leur négociation directe et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties s'engagent à mettre en place une médiation en saisissant par courriel le médiateur des entreprises selon les modalités précisées sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

## **ARTICLE 16. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, il est décidé de faire application des dispositions de l'article L 2112-2 du code de la commande publique en incluant dans le cahier des clauses administratives particulières de ce marché public une clause sociale d'insertion obligatoire.

Cette clause est applicable à tous les lots du marché avec l'objectif de 150 heures annuelles d'insertion par lot.

**Elle ne s'applique que pour les chantiers de 1 million d'€ HT minimum.**

Le titulaire du ou des lots devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

### **16.1 Les publics éligibles au dispositif de la clause sociale.**

Sont éligibles les personnes présentant les caractéristiques suivantes :

- les demandeurs d'emploi de longue durée inscrits à Pôle Emploi ou en recherche d'emploi depuis plus de 12 mois ;
- les allocataires du R.S.A en recherche d'emploi ou leurs ayants droits ;
- les publics reconnus comme travailleurs handicapés, au sens de l'article L 5212-13 du code du travail fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- les bénéficiaires de l'Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), de l'Allocation d'Insertion (AI), de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH), de l'allocation d'invalidité ;
- les jeunes de niveau infra 5 (soit inférieur au CAP/BEP) ;
- les personnes prises en charges dans le dispositif d'IAE soit prises en charge par les structures d'insertion par l'activité économique définies à l'article L-5132-4 du code du travail ainsi que les personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers : les Ecoles de la deuxième chance (E2C) ;
- les personnes employées dans des GEIQ ;
- toute personne rencontrant des difficultés professionnelles et/ou sociales sur avis motivé de Pôle Emploi.

### **16.2 Les modalités de mise en œuvre.**

Quatre solutions sont proposées au titulaire :

- La mise à disposition de salarié (entreprise de travail temporaire d'insertion...) ;
- L'embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire du marché ;
- Le recours à la co-traitance ou à la sous-traitance avec une entreprise d'insertion (EI) ou une entreprise adaptée (EA) ;
- L'offre d'un stage non rémunéré de 150 h/an/lot dans le cadre du dispositif des jeunes décrocheurs scolaires.

### **16.3 L'insertion pendant et à l'issue du marché et les modalités de contrôle.**

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire doit répondre à toute demande relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Au cours de la prestation, le titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche pérenne des personnes en insertion formées sur le chantier.

Le titulaire devra fournir tous les documents justifiant l'éligibilité et l'embauche des personnes recrutées dans le cadre de cette clause d'insertion. Par exemple, attestation Pôle emploi, contrat de travail...

Si l'entreprise passe par une structure qui fait de la mise à disposition ou de la sous-traitance, les éléments justificatifs seront apportés par ladite structure à la plateforme des achats de Corse.

Par ailleurs, lorsque le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit (courrier ou courriel) la plateforme des achats de Corse. Dans ce cas, la plateforme des achats de corse étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à l'activité partielle, ou à l'engagement d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur peut suspendre la clause sociale d'insertion.

A l'achèvement du marché, le titulaire présente un bilan de l'exécution de cette clause.

### **ARTICLE 17. EXCLUSIVITE**

L'accord cadre ne prévoit aucune exclusivité pour son titulaire.

Les services de l'Etat et établissements rattachés à ce marché s'engagent à recourir de manière préférentielle à l'accord-cadre pendant sa durée.

### **ARTICLE 18. DEROGATIONS AU C.C.A.G - TRAVAUX**

L'article 5 du CCAP déroge à la prolongation du délai d'exécution prévu au CCAG travaux ;

L'article 12 du CCAP (pénalités) déroge au C.C.A.G. travaux ;

L'article 13 du CCAP (résiliation) déroge au C.C.A.G. travaux.